



LE DÉPARTEMENT

## PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

### FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

**Année 2020**

Prévention de l'impayé et de l'expulsion  
au stade du commandement de payer

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020 ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

**L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL)** 44 Rue Faventines - BP 1022 - 26010 VALENCE CEDEX représentée par son Président, dûment habilité par son Conseil d'administration, ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE :

L'Association départementale d'information sur le logement a pour objet, notamment, d'informer de façon neutre, personnalisée et gratuite, le public et tous les acteurs locaux sur toute question touchant au logement et à l'habitat, à la maîtrise de l'énergie. Elle assure des actions de conseil et d'expertise juridique ou économique.

*« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques »* Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du Droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet de la convention**

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action « Prévention de l'impayé et de l'expulsion au stade du commandement de payer ».

## **Article 2 : Obligations de l'Association**

Du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'Association s'engage à :

- PRENDRE contact avec minimum 90 ménages en situation d'impayé dans le parc privé ayant fait l'objet d'un commandement de payer, avec une dette inférieure à 2 000 € et vivant sur le périmètre du pôle logement de Valence et sur les villes de Romans et Bourg-de-Péage
- Parmi ces 90 ménages, RENCONTRER 30 ménages, afin d'établir un bilan de la situation et mettre en place des actions pour réduire la dette et accompagner la personne dans ses démarches
- REPRENDRE contact avec les ménages rencontrés pour connaître l'évolution de leur situation
- AFFECTER un personnel qualifié et/ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre.
- SE COORDONNER avec la DDCS et l'adjoint logement du Pôle logement référent, notamment pour s'assurer que les ménages suivis ne sont pas connus du Centre Médico-social, et avertir le pôle logement quand le ménage se trouve dans une situation particulièrement fragile.
- SE COORDONNER avec les partenaires associatifs, pour orienter au mieux les ménages les plus fragiles vers un accompagnement adapté.

L'Association devra faire apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative aux actions. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « avec la participation du Département ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

## **Article 3 : Obligation du Département**

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association la somme maximale de **22 056 €**.

Le paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat, en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

## **Article 4 : Évaluation**

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

[habitat@ladrome.fr](mailto:habitat@ladrome.fr) et aux adjoints **logement des Pôles Logement concernés par l'action :**

- [logement-bourgdepeage@ladrome.fr](mailto:logement-bourgdepeage@ladrome.fr)
- [logement-valence@ladrome.fr](mailto:logement-valence@ladrome.fr)

- ⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec les adjoints logement concernés.
- ⇒ **Documents bilan** à remettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021** **présentant** :
- Les modalités de fonctionnement de l'action (moyens humains et matériels mis en œuvre, nombre de courriers ou contacts téléphoniques avec les ménages enquêtés, nombre de rencontres effectives, nombre de dossiers FULH déposés),
  - Le nombre de ménages contactés
  - Le nombre et la typologie des ménages rencontrés (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale, problématique).
- ⇒ **Documents bilan** à remettre **au plus tard le 30 juin 2021** :
- Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
  - Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

### **Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)**

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGDP (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

## **Article 7 : Révision - Résiliation - Litige**

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La réalisation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,  
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,  
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.